

Brochure n° 3184

**Convention collective nationale**

IDCC : 2075. – **ŒUFS ET INDUSTRIES  
EN PRODUITS D'ŒUFS**

**(Centres de conditionnement,  
de commercialisation et de transformation)**

**AVENANT DU 27 SEPTEMBRE 2006  
PORTANT MODIFICATION DE L'ARTICLE 6.16  
« INDEMNITÉS MALADIE OU ACCIDENT »**

NOR : *ASET0651312M*

IDCC : 2075

Entre :

Le syndicat national des industries des professionnels de l'œuf (SNIPO),

D'une part, et

La fédération nationale agroalimentaire (CFE) CGC ;

La fédération générale des travailleurs de l'agriculture, l'alimentation,  
des tabacs et des services annexes (FGTA) FO ;

La fédération nationale agroalimentaire et forestière (FNAF) CGT,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**PRÉAMBULE**

Le présent avenant a pour but de modifier l'article 6.16 des dispositions générales de la convention en ce qui concerne le délai d'ancienneté requis pour que l'entreprise assure un complément d'indemnisation en cas de maladie ou d'accident, afin de tenir compte de la modification de ce délai (ramené de 3 à 1 an) intervenue à l'occasion de la conclusion de l'accord collectif du 27 septembre 2006 portant création d'un régime de prévoyance au sein de la branche.

## **Article 1<sup>er</sup>**

### *Modification de l'article 6.16*

Le premier alinéa intitulé « Condition de l'indemnisation » de l'article 6.16 « Indemnités de maladie ou d'accident » est modifié comme suit :

Les mots : « après 3 ans d'ancienneté » sont remplacés par : « après 1 an d'ancienneté ».

Les autres dispositions de cet article demeurent inchangées.

## **Article 2**

### *Effet. – Durée*

Le présent avenant est conclu pour une durée indéterminée. Il prend effet le 1<sup>er</sup> janvier 2007 et sera obligatoire pour l'ensemble des entreprises après publication de son arrêté d'extension au *Journal officiel*.

## **Article 3**

### *Dépôt et extension*

Le présent avenant, établi en vertu des articles L. 132-1 et suivants du code du travail, est fait en un nombre suffisant d'exemplaires pour remise à chacune des organisations signataire et dépôt dans les conditions prévues à l'article L. 132-10 du code du travail.

Les parties signataires conviennent de demander l'extension du présent avenant, en application de l'article L. 133-1 et suivants du code du travail, le SNIPO étant chargé d'accomplir les formalités à cette fin.

Fait à Paris, le 27 septembre 2006.

(Suivent les signatures.)